

Le Conseil des Nations Unies face aux activités liées au mercenariat

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : Le Conseil des Nations Unies face aux activités liées au mercenariat / Elif Kayi-Chasseur ; préface de Thierry Garcia

A pour autre édition sur un support différent : Le Conseil des Nations Unies face aux activités liées au mercenariat Elif Kayi-Chasseur 2025 Paris l'Harmattan 978-2-3364-8137-1

Auteur(s) : Kayi-Chasseur, Elif (19.-....)

Autre(s) responsabilité(s) : Garcia, Thierry (1967-....) juriste (Préfacier)

Publication : Paris : l'Harmattan

Date de copyright : C 2025

Description matérielle : 1 volume (74 pages) ; 22 cm

Collection : Inter-national

ISBN : 978-2-336-48136-4

EAN : 9782336481364

Appartient à la collection : Inter-national (Paris. 2004) 1768-191X

Classification décimale Dewey : 343.015 354

Note sur les bibliographies et les index : Bibliographie pages 65-71. Notes bibliographiques

Résumé ou extrait : Du fait de son caractère restrictif, la définition classique du mercenariat, basée sur différents textes internationaux, exclut de nombreuses situations. Ainsi, les entreprises militaires et de sécurité privée (EMSP), qui forment ce qu'on appelle le «nouveau» mercenariat et sont impliquées dans des opérations militaires, mais également des missions humanitaires et de paix et logistique humanitaire, ne sont pas directement visées par les textes internationaux. Malgré leur importance croissante, les nouvelles formes de mercenariat ne sont pas explicitement examinées dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui se limite au mercenariat classique. La composition et les positions géostratégiques divergentes des membres permanents du Conseil posent de surcroît une difficulté

supplémentaire. Ainsi, la prise en compte des activités liées au mercenariat par le Conseil, seul organe onusien disposant d'un pouvoir contraignant en matière de sécurité collective, se révèle complexe et souvent parcellaire. Cet ouvrage interroge sur la capacité du Conseil de sécurité à prendre en compte l'ensemble des activités liées au mercenariat, et se penche sur la nécessité d'une réforme du Conseil afin de permettre une telle prise en compte.

Sujet - Collectivité : Nations Unies Conseil de sécurité. Nations Unies Conseil de sécurité. -- Droit -- Réorganisation

Sujet - Nom commun : Mercenaires -- Statut juridique -- XXIe siècle

Sociétés militaires privées -- Droit international

Services privés de sécurité -- Droit

Droit humanitaire

Guerre (droit international)

Droits de l'homme (droit international)